



**Arrêté préfectoral n° 2024- 1487 du 5 septembre 2024**

portant mise en demeure à l'encontre de l'établissement AXÉRÉAL exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sise sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre

Le préfet du Cher,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 autorisant l'extension d'un stockage d'engrais liquide et portant mise à jour des prescriptions applicables à un établissement existant ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-1-1517 du 23 septembre 2009 mettant à jour la situation administrative de l'établissement exploité par la société Epis-Centre sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre et fixant des prescriptions complémentaires concernant la gestion des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, le magasin de stockage des semences conditionnées, la surveillance des performances des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) et la protection des installations contre le risque foudre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 avril 2011 autorisant le changement d'exploitant d'Epis-Centre au profit d'AXÉRÉAL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-0601 du 13 mai 2024 accordant délégation de signature à Mme Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 juillet 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** la notice de réexamen de l'étude de dangers fournie par l'exploitant le 23 mai 2024 ;

**Vu** l'article 3.14 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 susvisé ;

**Vu** l'article R.515-98 du code de l'environnement susvisé ;

**Vu** le courrier du 5 août 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais qui lui étaient réglementairement impartis au titre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite en date du 11 juillet 2024, que le site ne dispose pas de réserves en eau incendie suffisantes et réparties de façon adéquate.

Plus précisément, le site dispose des équipements suivants:

- une réserve d'eau de 240m<sup>3</sup> dédiée au chapiteau semence ;
- un poteau d'incendie public de débit 60m<sup>3</sup>/h situé en partie Ouest du site couvrant au mieux les silos situés à l'Ouest ;
- un poteau d'incendie de débit 45 m<sup>3</sup>/h situé en partie Ouest du site couvrant au mieux les silos situés à l'Ouest ;
- un puits dont les caractéristiques sont inconnues.

Soit un débit total (105 m<sup>3</sup>/h) et un volume (240 m<sup>3</sup>) inférieurs aux attendus de l'arrêté du 13 septembre 2004 (180 m<sup>3</sup>/h et 300 m<sup>3</sup>), ne couvrant pas l'intégralité du site ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 3.14 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 susvisé ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite en date du 11 juillet 2024, qu' à la suite remise de la notice de réexamen de l'étude de danger et de la conclusion de la nécessité de mener une révision de l'étude, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir une date de livraison de celle-ci, alors que l'échéance est dépassée depuis plus d'un an ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement à l'article R.515-98 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXÉREAL de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société AXÉREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la manufacture – CS 40639 – 45166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite route de Savigny sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.14 de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2004 :

- en fiabilisant la connaissance des capacités de défense incendie existantes sur le site ;
- en mettant à niveau ses capacités de défense incendie sur le site aussi bien en termes de quantités que de répartition tels que définis à l'article susvisé.

**Article 2 :** La société AXÉREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la manufacture – CS 40639 – 45166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite route de Savigny sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement en fournissant l'étude de danger révisée suite aux conclusions de la notice de réexamen fournie le 23 mai 2024.

**Article 3 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par cet article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Conformément à l'article L. 171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.



Il peut être déféré auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**Article 5 :** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6 :** La secrétaire générale de la préfecture, le maire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale,

Camille de WITASSE THÉZY

P 3/3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'établissement AXÉREAL exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sise sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre